

PETITE REVUE DE PRESSE

Plateau de Saclay: investissement de l'Etat de 850 millions d'euros

[29/04/09 - 17H03 - AFP]

Le président Nicolas Sarkozy a annoncé mercredi que l'Etat allait investir "850 millions d'euros" pour le plateau de Saclay (Essonne et Yvelines) où le gouvernement compte créer un pôle scientifique, économique et technologique.

Dans son discours sur le Grand Paris depuis la Cité de l'Architecture, le président a déclaré: "au Sud, le plateau de Saclay où l'Etat va investir 850 millions d'euros au titre du plan Campus (volet universitaire, ndlr), a vocation à devenir l'un des plus importants centres scientifiques et technologiques du monde".

Le chiffre cité à l'origine pour le financement par l'Etat du volet universitaire (plan Campus) de l'aménagement du plateau de Saclay, était de l'ordre de 600 millions, alors que selon les services du président de la région Jean-Paul Huchon, il faudrait "entre 2 et 3 milliards".

Copyright © 2005 AFP.

Plateau de Saclay : les élus PS veulent co-piloter le projet

27.04.2009, 12h36

Les principaux élus socialistes de la région Ile-de-France ont demandé à être associés, par l'intermédiaire d'un «copilotage», au projet d'aménagement du plateau de Saclay (Essonne et Yvelines), où le gouvernement compte créer un pôle scientifique, économique et technologique.

«Les collectivités locales souhaitent une gouvernance très différente de celle qui émergeait dans le projet de loi Blanc, purement pilotée par l'Etat, sans aucune véritable participation autre que spectateurs intéressés des collectivités locales», a souligné le président du conseil régional Jean-Paul Huchon (PS).

Ce dernier avait à ses côtés le président du conseil général de l'Essonne, Michel Berson, et le président de la communauté d'agglomération du plateau de Saclay, François Lamy.

«On n'est plus au temps où l'Etat était le seul visionnaire, propriétaire foncier, financeur, décisionnaire», a déclaré Michel Berson. «Nous demandons le copilotage, la codécision». François Lamy a dénoncé les méthodes d'«autiste» du secrétaire d'Etat Christian Blanc et réclamé l'application du schéma directeur régional, prévoyant la préservation de 2.300 hectares d'espaces agricoles.

Aménagement

Avenir du plateau de Saclay : la grogne monte

Nicolas Jacquard avec Grégory Plouviez | **06.03.2009, 07h00**

C'est un projet fou qu'a validé la semaine dernière Valérie Pécresse, la ministre de la Recherche : créer, à cheval sur les Yvelines et l'Essonne, au milieu des champs du plateau de Saclay, la plus importante concentration de chercheurs de l'Hexagone.

L'ensemble, qui s'étalerait sur plusieurs millions de mètres carrés, réunirait l'élite des grandes écoles (HEC, Polytechnique, Supélec...) au CNRS et au CEA, auxquels viendrait s'ajouter d'ici à 2015 une nouvelle fac d'Orsay, déménagée de la vallée vers le sud du plateau.

De là à juger ces ambitions « irréalistes » et « pharaoniques », il n'y a qu'un pas que de plus en plus d'élus locaux franchissent. Décryptage.

Qui fait quoi ? A la place de centaines d'hectares de champs, une vaste opération d'intérêt national (OIN) prévoit l'arrivée d'entreprises, de logements, la réalisation de transports, de lieux de vie pour accompagner la

transformation du secteur en Silicon Valley à la française. Un dossier géré par Christian Blanc, secrétaire d'Etat chargé du Développement de la région capitale. Or, le futur campus de Saclay le fer de lance de cette opération est, lui, piloté par... Valérie Pécresse. Et plus qu'à un travail en commun, les deux hiérarques se livreraient à une véritable guerre de tranchées. « C'est un micmac total, résume Thierry Mandon, vice-président PS du conseil général de l'Essonne. On ne sait plus à quelle porte il faut frapper. »

Un budget aléatoire. Rien que pour les créations de bâtiment, le coût du projet est estimé à plus de 2 milliards d'euros. Pour le financer, ses partisans demandent 1,4 milliard qui, une fois placé, rapporterait 620 millions sur dix ans. « A se demander s'ils ont regardé les cours de la Bourse », ironise une étudiante d'Orsay. Sans compter la question des transports, qui alourdira la note. « C'est au-delà du surréalisme, on est dans le lunaire, reprend Thierry Mandon. Sachant que le préalable, ce sont les transports, et qu'ils ne peuvent pas sortir de terre d'ici à 2015. »

Les élus locaux se sentent exclus. Pour l'heure, les maires et présidents d'agglomération n'auraient que l'ombre d'un strapontin dans le futur établissement public qui pilotera l'avenir du projet, et dont les statuts sont en cours de finalisation. « On ne peut pas demander aux maires de faire des efforts, de servir de relais avec la population, et de l'autre côté les exclure complètement », fustige David Ros, maire PS d'Orsay. « C'est inacceptable. On a affaire à quelqu'un qui agit seul », tonne François Lamy, le président de la communauté d'agglomération du plateau (Caps).

Partisan du projet depuis le départ, le maire de Palaiseau se serait bien vu dans un rôle de copilote qui semble plus que jamais en passe de lui échapper. De son côté, le maire centriste de Massy, Vincent Delahaye, tente de tirer les marrons du feu. « Cette situation, c'est aussi la conséquence du manque d'organisation des collectivités locales sur le territoire. Une grande intercommunalité nous permettrait de peser davantage », glisse le président d'Europ'Essonne. Au cabinet de Christian Blanc, on annonce simplement que « les élus siègeront au sein d'un collège de représentants des collectivités territoriales ».

Des contre-propositions. Las d'être tenus à l'écart, les élus PS passent à l'offensive. Un document contenant des contre-propositions est en cours de finalisation. Baptisée Saclay 2020, cette nouvelle version de l'avenir du plateau devrait être dévoilée d'ici à la fin du mois. « Le projet de Christian Blanc va échouer, pronostique François Lérique, un associatif qui défend les terres agricoles. Il décide seul, et il a réussi à se mettre tout le monde à dos. Pour nous, il faut commencer par réhabiliter le campus d'Orsay là où il est. Il existe déjà une Silicon Valley. Elle est... dans la vallée. »

Sylvie Lecherbonnier

03.03.09

Plateau de Saclay : deux milliards d'euros nécessaires pour faire émerger le campus

Le projet de campus du plateau de Saclay a été validé par le jury de l'opération campus le 24 février dernier. Il est, de loin, le dossier le plus conséquent des douze retenus par le ministère de l'Enseignement supérieur. Pour en avoir l'assurance, il suffit de regarder l'ampleur des financements en jeu. Pas loin de deux milliards d'euros seront nécessaires pour engager la première phase des travaux jusqu'en 2015. Avec une ambition : entrer dans les « 10 premiers hauts lieux d'enseignement et de recherche dans le monde ».

Les évolutions apportées au dossier depuis sa sélection en juillet 2008 ne sont pas sans conséquence budgétaire. Le déménagement de Paris-Sud 11, désormais acté, en constitue un bon exemple. La reconstruction des facultés d'Orsay et de Châtenay-Malabry sur le plateau engendre un surcoût « de 10% à 20% » par rapport au projet initial de rénovation, selon Guy Couarraze. Mais pour le président de l'université Paris-Sud 11, « en reconstruisant, on ne fait pas la même chose qu'en rénovant. Nos implantations actuelles résultent du schéma de l'université il y a 40 ans. Depuis, de nouvelles disciplines ont émergé, comme la bio-informatique. La construction de nouveaux bâtiments va permettre de mettre en avant ces nouvelles cohérences. »

D'un autre côté, les vingt-trois établissements du plateau ont travaillé sur des mutualisations de mètres carrés d'amphis, de centres informatiques ou d'équipements sportifs. A la clé : 100 millions d'euros d'économie par rapport au printemps dernier.

1,4 milliard d'euros attendu du plan campus

Au total, 922 millions d'euros sont d'ores et déjà identifiées, dont 65 millions d'euros de la part du CPER (Contrat de plan Etat-Région). S'y ajouteront les financements du plan campus. Les vingt-trois acteurs du projet demandent 1,45 milliard d'euros de dotation en capital sur les 5 milliards d'euros à partager entre les 12 projets sélectionnés. Ils en attendent 620 millions d'euros d'intérêts sur dix ans pour financer des partenariats public-privé. A titre de comparaison, le campus de Lyon a obtenu 575 millions d'euros du ministère de l'Enseignement supérieur. Strasbourg 375 millions d'euros.

L'implication des collectivités territoriales à finaliser

Valérie Péresse devra trancher dans quelques semaines. Même si elle accède à ces demandes, 391 millions d'euros resteront à trouver pour boucler le budget. Les ministères de l'Agriculture, de la Défense ou de l'Industrie, qui exercent la tutelle de plusieurs grandes écoles parties prenantes (AgroParisTech, Polytechnique, l'ENSTA entre autres) pourraient apporter leurs contributions. Les collectivités territoriales également.

Si ces dernières se disent intéressées, l'ampleur de leur participation financière n'est pas arrêtée. « La mise en place de l'OIN (Opération d'intérêt national) a retardé les négociations. Mais celles-ci devraient s'engager prochainement », assure l'un des acteurs du projet. Fonds européens, fonds propres, emprunts compléteront ces dotations.

35 ans d'attente

Alain Bravo, président de la fondation de coopération scientifique Digiteo-Triangle de la physique, assume ces demandes de financement : « Notre ambition d'entrer dans le top ten des campus d'enseignement et de recherche dans le monde nécessite de mettre de la puissance. Il n'existe pas beaucoup d'endroit où on peut de manière crédible avancer de tels objectifs. Cela fait tout de même 35 ans qu'on attend l'émergence du plateau. » Une attente qui a sans aucun doute fait grimper la facture au fil des années...

Plus 2 liens intéressants

<http://www-centre-saclay.cea.fr/fr/fr/CEA-Saclay/Le-plateau-de-Saclay-Operation-Campus>

<http://www.plateausaclay.cgcea.org/>